

## **Le gouvernement joue l'opposition entre le Parlement et l'opinion**

Si l'exécutif assure que les Français sont favorables au projet de loi sur l'immigration, les sondages sont à interpréter prudemment

Julia Pascual

*Les Français (...) soutiennent très largement notre texte, (...) attendent que nous prenions des mesures fortes pour réduire l'immigration illégale et pour mieux intégrer les personnes que nous choisissons d'accueillir* », scandait la première ministre, Elisabeth Borne, le 12 décembre, lors des questions au gouvernement.

Le Parlement contre la volonté populaire ? « *Le soutien de l'opinion est toujours une ressource intéressante à mobiliser*, convient Jérôme Fourquet, directeur du département opinion de l'institut de sondage IFOP. *Mais le gouvernement ne convoquait pas l'opinion quand celle-ci était largement défavorable à la réforme des retraites ou à la suppression de l'ISF [impôt de solidarité sur la fortune].* »

Reste que sur les grandes lignes de son texte, la Macronie peut se targuer d'avoir les sondages pour elle. « *Les sondages vont à peu près tous dans le même sens*, explique Jérôme Fourquet. *Le grand public n'a pas forcément une idée très précise du texte, qui lui-même a évolué au fil du temps, mais il y a une adhésion assez majoritaire de la population sur deux choses : d'un côté, la nécessité de mieux contrôler les flux et, de l'autre, la régularisation des sans-papiers.* » Ce qui correspond, à l'origine, à la présentation des deux grandes lignes force du texte par le gouvernement, bien qu'il soit passé de moins de trente à près de cent articles lors de son adoption par le Sénat, charriant notamment des mesures sur l'accès aux prestations sociales, le durcissement du regroupement familial ou la remise en cause du droit du sol.

« *Il faut se souvenir que les sondages ne sont pas des instruments neutres*, met par ailleurs en garde Vincent Tiberj, sociologue à Sciences Po Bordeaux. *Selon la question que l'on pose, on peut sous-estimer ou surestimer les opinions xénophobes. Et les access panels [panels en lignes constitués d'internautes disponibles pour répondre aux sondages] ont tendance à surestimer les opinions de droite. On l'a vu pendant l'élection présidentielle.* »

En octobre 2021, une enquête Harris Interactive pour le magazine *Challenges* avait trouvé que deux tiers des Français étaient inquiets de l'idée du « grand remplacement », sur laquelle Eric Zemmour axait sa campagne (et qui était crédité de plus de 17 % des intentions de vote), pour finalement remporter 7 % des suffrages.

« *L'opinion publique, ça ne peut pas être quelqu'un qui répond seul devant son ordinateur le samedi soir en buvant une bière* », ironise Vincent Tiberj, qui travaille à l'élaboration du baromètre de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH), réalisé tous les ans depuis 1990 en face à face. Et selon lequel plus de quatre Français sur dix considèrent que les immigrés sont directement liés à l'insécurité, et 74 % trouvent que les immigrés sont une source d'enrichissement culturel.

## **D'autres préoccupations**

« *Le cadrage des questions et les explications peuvent produire des réponses très différentes sur des sujets complexes* », appuie Emmanuel Rivière, directeur associé de l'agence de conseil Grand Public et spécialiste de l'opinion. Des enquêtes ont livré des résultats opposés sur l'aide médicale d'Etat (AME), une couverture maladie qui bénéficie aujourd'hui à plus de 410 000 sans papiers et dont le Sénat a voté la suppression.

Selon un sondage Elabe pour BFM-TV de novembre, 74 % des Français approuvent le remplacement de l'AME par une « aide médicale d'urgence » aux conditions d'accès plus strictes. Deux mois plus tôt, selon une enquête CSA pour Médecins du monde, 60 % des Français se disaient pour l'AME, lorsque celle-ci était présentée comme permettant aux étrangers en situation irrégulière de « *bénéficier d'un accès aux soins de première nécessité gratuitement* ». Ils étaient même à 73 % favorables après avoir été informés du fait, par exemple, que certains médicaments et soins non essentiels sont exclus de l'AME ou encore que l'AME représente 0,5 % du budget de l'Assurance-maladie.

En outre, fait remarquer M. Rivière, « *si l'idée que les Français approuvent les principales mesures du projet de loi est une affirmation plutôt étayée par les enquêtes, celle qui l'est moins c'est que les Français attendent un projet de loi sur l'immigration* ». Sur le sujet, l'opinion ne se fait pas plus pressante sur le temps long. Selon le baromètre annuel du *Monde* et Franceinfo sur l'image du Rassemblement national, réalisé par Verian (ex-Kantar Public)-Epoka, 52 % des Français sont d'accord avec l'idée qu'il y a trop d'immigrés, contre 45 % il y a un an mais ils étaient 63 % en 2005.

L'opinion se focalise sur d'autres sujets de préoccupation. Ainsi, l'étude Eurobaromètre de 2023, à propos des principaux problèmes auxquels fait face l'Union européenne et parmi une liste de quatorze choix, « *l'immigration occupe la quatrième place en France alors qu'elle occupait la première place en 2018* », remarque M. Rivière.

La onzième vague de l'étude « Fractures françaises », parue en octobre et réalisée par Ipsos-Sopra Steria pour *Le Monde*, la Fondation Jean Jaurès, le Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof) et l'Institut Montaigne, montre même que parmi une liste de douze « enjeux » et à la question : « *Quels sont les deux qui vous préoccupent le plus à titre personnel ?* », les sondés répondent d'abord « *les difficultés en termes de pouvoir d'achat* » (46 %), « *la protection de l'environnement* » (30 %) avant de retenir « *l'avenir du système social* » (24 %) et « *le niveau de l'immigration* » (24 %).